

La pression croît pour le retour des djihadistes

Leila Mustafa

La maire de Raqqa a passé quelques jours à Bruxelles. Le chef de la délégation kurde syrienne, Dr Omar, n'a pas été reçu aux Affaires étrangères. Déçu, il est retourné directement en Syrie.

■ Voici le dossier le plus délicat du gouvernement de Charles Michel.

■ Le retour de Syrie des enfants de Daech est acquis. Mais la situation dans le nord de la Syrie évolue. Washington recommande aux alliés de rapatrier tous les djihadistes.

■ La maire de Raqqa était à Bruxelles. Interview.

Contraint par une décision de justice et pris de court par la décision de Donald Trump de retirer les 2 000 soldats américains du nord de la Syrie, le gouvernement belge pourrait devoir rapatrier bien plus que la vingtaine d'enfants de Daech hébergés dans des camps tenus par les Kurdes syriens : la dizaine de femmes mais aussi les deux djihadistes de nationalité belge détenus par les Unités de Protection du Peuple (YPG).

L'affaire tombe au plus mal, en pleine campagne électorale alors que la N-VA est sortie du gouvernement et surfe sur ce thème très impopulaire.

Deux tuiles en peu de temps

"C'est une course contre la montre" résume un diplomate, en référence à l'astreinte de 5 000 euros par jour et par enfant imposé le 26 décembre dans une ordonnance par un juge néerlandophone dans le dossier Tatiana Wielandt-Bouchra Abouallal. Le juge a en effet obligé l'État belge à rapatrier ces deux veuves de djihadistes et leurs six enfants retenus en Syrie. Le délai de 40 jours échoit vers le 3 février. Or l'appel introduit par le gouverne-

ment ne suspend pas l'astreinte.

Mais une autre tuile vient aussi de tomber. En prévision du retrait, le Département d'État américain a recommandé le 30 janvier le rapatriement des djihadistes étrangers vers leur pays d'origine. Il estime que c'est "la meilleure solution pour éviter leur retour sur le champ de bataille".

Menacés au nord par l'armée turque et au sud par l'armée syrienne, les Kurdes syriens n'ont pas les moyens de gérer les 790 *Foreign Terrorists Fighters* (FTF), plus de 580 femmes et près de 1 250 enfants qui se sont rendus au cours des défaites de Daech.

Parmi ceux-ci, il y a deux djihadistes de nationalité belges (Hamsa Ahmed N'Mili et Canker Cankurturan), en prison, une dizaine de femmes et une vingtaine de très jeunes enfants, dont deux orphelins.

La recommandation de Washington a créé un certain émoi en France où tout comme en Belgique, on aurait bien vu ces hommes jugés et condamnés en Syrie. Jusqu'ici, Paris n'envisageait que le retour des enfants, avec l'accord de leur mère. Les enfants de

moins sept ans constituent 75 % des retours possibles, a estimé jeudi la ministre française de la Justice Nicole Belloubet.

Le gouvernement belge a adopté la même décision en décembre 2017 (retour des enfants de moins de 10 ans) et a tardé à agir. Le premier dossier débloqué a été celui de deux filles d'Amina Ghezzal, détenue en Turquie et d'un djihadiste décédé. Des documents de voyage leur ont été attribués le 22 janvier. La Belgique attend maintenant que les autorités turques les autorisent à quitter la Turquie.

Une délégation kurde à Bruxelles

Ceci explique sans doute pourquoi les Affaires étrangères n'ont pas reçu une délégation de Kurdes syriens venue à Bruxelles la semaine dernière (voir article ci-joint). Ankara considère les YPG et leur Parti de l'Union démocratique (PYD) comme une émanation du

PKK turc, donc "terroriste". Cela n'empêche pas les pays européens d'examiner discrètement toutes les pistes. Selon le Figaro, la France – dont 130 djihadistes sont dans les mains kurdes – aurait déjà commencé à les déplacer sous escorte française en Irak. La Belgique a, selon nos informations, envisagé la possibilité de passer par la Syrie. Elle a par rapport à la France un handicap : ses forces spéciales ne sont pas déployées dans le nord de la Syrie. En cas de retour, les enfants seront pris en charge par des services sociaux en Flandre, en Wallonie ou à Bruxelles. Un mandat d'arrêt attend les adultes, donc la prison. Un argument des partisans du rapatriement est le risque de voir les djihadistes disparaître dans la nature en cas d'assaut turc ou syrien sur le nord du pays. "On a consi-

déré dans le passé que tant qu'ils se trouvaient en Syrie, ils ne constituaient pas une menace. C'était une erreur qu'on a payée très cher", rappelle le député Georges Dallemagne,

membre de la commission parlementaire sur les attentats. "Et puis, il faut s'occuper de ses ressortissants. La Belgique se plaint souvent, comme avec le Maroc, que des pays ne prennent pas en charge leurs criminels. Enfin, ces personnes doivent être traduites devant la justice. Les Kurdes n'en ont pas les moyens".

Ni les Affaires étrangères ni le ministre Didier Reynders, injoignable à Bucarest dans un Gymnich européen, n'ont été en mesure de s'exprimer à ce propos.

Christophe Lamfalussy

Le Département d'État américain a recommandé le rapatriement des djihadistes étrangers vers leur pays d'origine.

La maire de Raqqa : "Vous devez soutenir le peuple qui s'est battu à votre place"

Entretien Christophe Lamfalussy

De Bruxelles, Leila Mustafa a aimé "ses belles églises". En revanche, elle a trouvé portes closes aux Affaires étrangères, où pourtant un rendez-vous avait été promis, à elle et au chef de la délégation, le D^r Abdulkarim Omar.

Motif : les Kurdes syriens demandent à la Belgique de récupérer les épouses et les enfants de djihadistes belges, sans les séparer. Or le gouvernement n'entend récupérer que les enfants de moins de dix ans. Cette jeune femme kurde syrienne est l'héroïque maire de Raqqa, ville à 80 % détruite, ex-siège du califat de Daech avant d'être libéré par l'alliance arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS) et l'aviation de la coalition.

La Libre Belgique l'a rencontrée juste avant son retour en Syrie.

Leila Mustafa, êtes-vous satisfaite de votre visite en Belgique ?
Honnêtement, non.

Vous ne voulez pas séparer les enfants de leurs mères ?

Cette question n'est pas de mon ressort. Mais en tant que citoyenne syrienne, je pense que les pays dont les ressortissants sont venus se battre contre les Syriens et nous faire du tort ont la responsabilité de venir les chercher, sans choisir untel ou untel. Des combattants de Daech sont venus de partout. Effrayant... De Belgique, nous avons eu des gens qui étaient parmi les pires à Raqqa, qui coupaient les têtes, les bras ou les mains, torturaient, enlevaient des fillettes pour les marier... Tout cela sous la direction de Belges qui sont connus. Pourquoi ?

Comment se relève Raqqa ?

La ville change. Les écoles sont rouvertes. Les gens reviennent. Dans la ville, il y a 45 000 familles, mais dans la région, dans les villages, dans des camps, il y a 900 000 personnes, dont des déplacés qui fuient le régime. Nous avons mis sur pied 21 postes de distribution de l'eau. Quatre petites centrales électriques fonctionnent et alimentent aussi les

villages. Mais il y a encore beaucoup de travail. Comme 80 % de la ville a été détruite, c'est difficile de l'alimenter en électricité.

Vous avez eu à Bruxelles des contacts avec la Coopération belge et les Euro-

péens. Que leur demandez-vous ?

Protéger la population de Raqqa, via des projets de réhabilitation, des projets de soutien médical et psychologique aux blessés. Daech est un terrorisme international. Vous devez soutenir le peuple qui s'est battu à votre place.

Mais le gouvernement belge s'abrite derrière l'argument qu'il n'y a pas de "structure étatique normale" dans le nord de la Syrie que vous contrôlez..

Vous aussi, vous n'avez plus de gouvernance normale en Belgique. Vous attendez les élections, mais cela n'empêche pas votre gouvernement de travailler et de poursuivre ses relations diplomatiques.

Quel rôle joue le Conseil civil que vous dirigez à Raqqa ?

Les membres du Conseil représentent les habitants de chaque région, jusqu'au moment où il y aura une vraie gouvernance pour l'ensemble

de la Syrie, pas seulement pour le Nord. J'ai vécu toute ma vie à Raqqa et je parle arabe, avec l'accent de Raqqa, au sein du Conseil car près de 80 % de la population est arabe.

Avec le départ des Américains, ne craignez-vous pas d'être avalés par le régime de Bachar al-Assad ?

Bien sûr. Nous risquons d'être avalés des deux côtés, y compris par la Turquie.

C'est pour cela que nous espérons que le retrait américain ne soit pas appliqué. Sinon nous allons être massacrés. C'est très dangereux. Se battre contre Daech, c'est maintenant que cela commence. Il y a des cellules dormantes, des attentats. Après la décision de Donald Trump, il y a eu un regain d'activité. Il faut se battre contre la mentalité de Daech.

Comment estimez-vous la poussée iranienne dans la région ?

Les Iraniens ont installé des cellules à Raqqa. Ce sont des groupes pro-

chiites, comme les Hashd al-Chabi, qui travaillent avec la jeunesse. Nous avons arrêté certains membres récemment. Une enquête est en cours pour connaître l'étendue du réseau. Il y a une telle misère qu'ils essaient d'embrigader les jeunes avec de l'argent. Ils profitent de leur faiblesse et de la situation actuelle. S'il n'y a pas de projets de reconstruction, ces jeunes vont basculer dans ces groupes. Ce n'est pas un problème nouveau. Avant la révolution syrienne, il y avait déjà un centre chiite près de l'université de Raqqa.

***“Des Belges
parmi les pires
à Raqqa.”***

Leila Mustafa

La maire de Raqqa souligne combien les Abaaoud et consorts ont terrorisé les habitants de sa ville.